

L'anti-france à l'oeuvre

lundi 1er novembre 2021, par [Jacques COTTA](#)

A six mois des élections présidentielles, une série de thèmes imposés par les états majors politiques et propagés par les médias sont censés occuper l'espace de discussion. Les prénoms francisés, le danger climatique, le grand remplacement, l'interdiction de jouets « genrés » pour les enfants ou autres inventions du wokisme américain qui prône la dictature de minorités sur la société, n'ont d'autre but que de camoufler l'essentiel. [Voir ici](#)

L'essentiel ? La France comme nation, la République qui se réclame des principes d'égalité, de fraternité, de liberté, ou encore de laïcité, sont aujourd'hui mises en danger par l'anti-France coalisée. Voilà l'essentiel !

L'anti-France est en effet à l'œuvre, sous différents visages, sous différentes étiquettes. L'anti-France, ce parti informel fait de sigles divers, qui dénie notre souveraineté au nom de la mondialisation capitaliste, ce parti est bien celui de l'étranger, celui du capital financier sans frontière, sans principe, sinon celui de servir ses intérêts exclusifs sans retenue.

L'anti-France, ce sont en réalité ceux qui à « droite », mais aussi à « gauche », considèrent que la France bâtie sur des réalités sociales a fait son temps. Tout y passe sous des vocables parfois différents, mais dans une direction identique. Cette anti-France remet en cause, par tous les moyens, jusqu'à faire tirer sur le peuple, le ciment qui permet de vivre ensemble, les acquis et réalisations arrachées par les générations passées toujours au prix d'efforts couteux, parfois au prix de leur vie.

Les tenants de l'anti-France rivalisent pour réclamer la liquidation des retraites, c'est à dire de la vie des millions de salariés, de travailleurs qui aujourd'hui subsistent avec quelques centaines d'euros par mois après des années de labeur.

Les tenants de l'anti-France se bousculent pour réclamer la baisse des allocations chômage rendues responsables de « l'oisiveté » de millions de chômeurs, qualifiés de parasites, qui ne seraient sans emploi que par plaisir pour profiter de la « générosité » de l'état.

Les tenants de l'anti-France font mine de s'opposer à coup de chiffres pour savoir si ce sont 200 000, 300 000, 500 000 postes de fonctionnaires, ou plus encore, qu'il faut supprimer au plus vite au nom des comptes publics. Où, dans la santé, la sécurité, la justice, l'éducation ? Des hospitaliers, des policiers, des juges, des professeurs ? Peu importe où ! D'ailleurs le déclin comme conséquence des politiques menées est déjà fortement engagé.

Les tenants de l'anti-France sont à l'œuvre. Depuis 1984 ils ont liquidé plus de 100 000 lits dans nos hôpitaux, ils ont réduits nos capacités sanitaires, ils découragent aujourd'hui des milliers de vocations en jetant à la rue infirmiers, aides soignants ou encore médecins.

Les tenants de l'anti-France ont aussi à leur palmarès la destruction de l'éducation nationale bien engagée, avec des résultats en chute libre, un fonctionnement dont est de fait bannie la laïcité, ou l'égorgement « d'apostats » devient une discussion autorisée, à peine réprimée.

Ils ont des points de repère commun, dont la nécessité de liquider les moyens de production, de délocaliser au nom de la compétitivité, de la chasse aux coûts, en premier lieu de ce qu'ils nomment le coût du travail. Le salaire est leur ennemi, le contrat de travail aussi. Ils peuvent arborer avec fierté leur capacité à avoir créé plus de dix millions de travailleurs pauvres dans une relative stabilité. Ils visent maintenant ensemble le gros morceau qui reste à dévorer. Après l'industrie, après le bradage de nos fleurons, de notre patrimoine, ils veulent s'attaquer aux milliards que représente la protection sociale sans

laquelle des millions de français verront leur vie abrégée.

Ces tenants de l'anti-France se définissent par leur programme, par leurs objectifs. Ils combattent de toutes leur force pour défaire notre histoire, celle qui va notamment du front populaire à la libération et au conseil national de la résistance dont les mesures seraient aujourd'hui à détruire. **Chacun les reconnaîtra sans grande difficulté.** De droite ou de gauche, il n'y a que l'enrobage qui les différencie. Certains voudraient les cantonner aux frontières de « l'extrême droite ». Le dernier chouchou des médias en serait la figure parfaite, au point de se voir valorisé aujourd'hui par une gauche qui en fait son ennemi principal, alors qu'il n'est qu'un parmi tous les autres, sur un programme ultra libéral et autoritaire qui désire réhabiliter les pages sombres de notre histoire, qui ose condamner la grande révolution de 1789 fondatrice de la Nation politique pour « le tort d'avoir modifié l'ordre féodal dans lequel chacun était à sa place, y restait, et remplissait la fonction pour laquelle il était destiné ».

Malgré les apparences qui portent peu à l'optimisme, cette anti-France n'a pas partie gagnée.

Elle vise la liquidation de tout ce à quoi les travailleurs, les salariés, les jeunes, les retraités sont attachés. Pour l'emporter il faudra une victoire décisive sur le terrain de la lutte des classes qui ne saurait être limité au seul terrain électoral. C'est d'ailleurs en cela que les élections prennent toute leur importance. Plus que l'élu qui sortira des urnes, c'est la force qui pourra se construire dans l'épreuve, qui conditionnera l'avenir. Voilà pourquoi la campagne d'Arnaud Montebourg pour la reconquête de notre souveraineté, l'inversion des normes européennes, la réindustrialisation, la revalorisation des métiers et des salaires des travailleurs, des salariés, la réhabilitation de l'éducation, et quelques autres mesures mérite une attention particulière qui dépasse le seul résultat sorti des urnes.

Jacques Cotta

Le 1er Novembre 2021